

Le Maire de la commune de RIVES,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2212-1, L 2212-2 relatif aux missions de la police municipale, l'article L 2213-1 à L 2213-6 dotant le Maire du pouvoir de police et l'article L 2213-2 relatif aux arrêtés de police du Maire,

**Vu** le Code de la Route,

**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I, huitième partie : signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

Considérant la demande présentée le 05/01/2026, par l'entreprise CARE TP, domiciliée 577 Route de la Gare à l'ALBENC (38470) en vue d'effectuer les travaux de reprise d'enrobés sur la Rue de Montgolfier,

Considérant la nécessité de prévoir des règles particulières de circulation durant les travaux afin d'assurer la sécurité du chantier, des usagers et des tiers,

### **ARRETE**

#### **Article 1 : Objet**

L'entreprise CARE TP est autorisée à entreprendre les travaux ci-dessus énoncés au 279 Rue de Montgolfier

Toute infraction à cet arrêté entraînera la verbalisation et la mise en fourrière des véhicules.

#### **Article 2 : Durée**

Les dispositions du présent arrêté sont valables entre le 19/01/2026 et le 06/02/2026.

#### **Article 3 : Prescriptions techniques**

La circulation routière ne sera pas perturbée.

L'entreprise CARE TP devra s'assurer de la mise en place des panneaux de signalisation.

#### **Article 4 : Publicité**

Le présent arrêté sera publié ou affiché conformément à la réglementation en vigueur.

#### **Article 5 : Recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage, d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Grenoble. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être adressé par écrit à Monsieur le Maire de Rives. Cette démarche proroge d'autant le délai de recours contentieux.

#### **Article 6 : Exécution**

L'entreprise CARE TP, le Directeur Général des Services, la brigade de Gendarmerie et la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

RIVES, le 15/01/2026

Le Maire,  
Julien STEVANT